

Amériques - Honduras

Au seuil du pire

Le fils d'un journaliste blessé lors d'un attentat contre son domicile ; les menaces continuent

6 août 2012

Deux individus circulant à moto ont ouvert le feu contre le domicile de **José Encarnación Chinchilla**, correspondant de la station privée nationale *Radio Cadena Voces*, le 3 août 2012 à El Progreso. L'un des projectiles, de calibre 9 millimètres, a grièvement blessé l'un des fils du journaliste, José Alberto Chinchilla, les autres membres de la famille sortant indemne de l'attentat. Cet attentat n'est pas le premier contre José Encarnación Chinchilla, qui songe à l'exil, malgré la demande de protection que compte déposer en sa faveur les représentants du Commissaire national des droits de l'homme.

"Comme dans les [nombreux cas précédents](#) observés ces derniers mois, la victime s'est plainte de l'incroyable lenteur de réaction des autorités policières. L'enquête sur cet attentat doit s'accompagner d'une autre, relative aux graves insuffisances d'une institution, parfois à l'origine de [graves violations des droits de l'homme](#). La lutte contre l'impunité ne peut aller sans une réforme de fond de l'appareil policier et judiciaire, alors que la quasi totalité des assassinats de journalistes, avocats, défenseurs des droits de l'homme et représentants des mouvements sociaux attendent toujours d'être élucidés. Vingt-neuf journalistes ont perdu la vie au Honduras en une décennie dont 24 depuis [le coup d'État du 28 juin 2009](#)", a rappelé Reporters sans frontières.

L'organisation s'inquiète également des récentes intimidations de la police à l'encontre de *Radio Progreso* (dans la même ville d'El Progreso), en raison de sa couverture des conflits agraires ([audio](#)). *Radio Progreso* avait été [le premier média indépendant](#) à subir les conséquences du coup d'État.

Journaliste et propriétaire de la chaîne locale *Canal 21* à Choluteca, **Ariel D'Vicente** bénéficie, quant à lui, du statut de "témoin protégé" après ses révélations sur une sérieuse affaire de corruption qui a contraint le ministre des finances Héctor Guillén à la démission, le 2 août. Le journaliste avait, en effet, mentionné la provenance d'une importante somme d'argent saisie par la police auprès de l'épouse du ministre. Au total, plus de 3 millions de lempiras (125 000 euros) auraient été détournées par des entreprises halieutiques de la région au profit d'un haut fonctionnaire de l'actuel gouvernement. Le journaliste continue de craindre pour sa vie.
